

Note de conjoncture de NouPapDòmi

Thèmes principaux : Accords, immigration, tremblement de terre, gangs et ralentissement des activités socio-économiques, bilan des 3 mois de Ariel Henry

Le collectif *NouPapDòmi* publie cette note pour exprimer toute sa préoccupation et fixer sa position sur la conjoncture difficile que vit le pays. Cette prise de position est venue après plusieurs semaines de silence que *Noupapdòmi* s'est volontairement imposé. Ce temps de silence, loin d'avoir été un retrait, a constitué une période de profonde réflexion sur la nouvelle conjoncture, sur les formes de combat à mener et sur l'organisation interne nécessaire pour faire face aux défis émergents. En même temps, il nous a permis de discuter avec différents acteurs de la vie nationale et d'observer les comportements des uns et des autres. *Nou-papdòmi* a ainsi noté l'attachement de certains aux principes et aux idéaux qui nous ont motivés pour le déclenchement du grand mouvement contre la corruption et la dilapidation des fonds Petrocaribe mais aussi le reniement et la capitulation d'autres acteurs qui étaient soi-disant engagés dans le même combat pour le changement de système.

Noupapdòmi constate avec effroi que la grave crise politique qui secoue le pays depuis plusieurs années a culminé, avec l'assassinat du président de facto Jovenel Moïse, vers un gouffre institutionnel qui a ouvert la voie à toutes les dérives au plus haut sommet de l'Etat.

Cette situation n'est pas sans conséquence sur la vie des haïtiens qui sont confrontés à toutes sortes de difficultés pour pouvoir vaquer normalement à leurs occupations. Ainsi, l'insécurité s'amplifie jour après jour et prend des proportions alarmantes et jamais atteintes dans l'histoire du pays. NPD constate que le quotidien de la population est fait de braquages, d'enlèvements et d'assassinats. Cette situation entraîne la fermeture et la faillite de petites et moyennes entreprises construites au prix de grands sacrifices par les éléments des classes moyenne et populaire. Les groupes de gangs se multiplient à un rythme effréné jusqu'à occuper pratiquement tous les quartiers de la zone métropolitaine et ceux de beaucoup de villes de province. La criminalité, caractérisée fondamentalement aujourd'hui par le kidnapping, est devenue une industrie rentable pour les bandits et une source d'appauvrissement de la population. Cette situation projette une image négative du pays et casse toutes les velléités d'investir dans le développement national. NPD est d'autant plus choqué par cette situation que les soi-disant autorités en place ne semblent pas prendre toute la mesure de ses conséquences sur la vie et l'avenir des haïtiens.

Pourtant *NouPapDòmi* avait à maintes reprises tiré la sonnette d'alarme pour attirer l'attention des forces vives de la Nation, des pouvoirs publics ou de ce qui en restait, de la communauté internationale sur la direction dangereuse que prenait le pays et les conséquences fâcheuses que cette situation était susceptible de provoquer si ces problèmes n'étaient pas attaqués à la base et déracinés. En effet, en marge de la grande bataille pour que la vérité soit

établie autour de la dilapidation des fonds Petrocaribe, *NPD* avait organisé différentes activités pour mobiliser la société sur la question de la banalisation et le mépris de la vie. Ainsi, *NPD* avait tour à tour organisé des expositions, des marches, des sit-in et avait fait des interventions sur la tribune des Nations-Unies ou devant le Congrès américain pour exiger des responsables qu'ils prennent des mesures pour mettre fin à la frénésie et l'escalade de violence qui avait été instauré à des fins politiques dans les quartiers populaires. La forme que prennent les événements montre malheureusement que ceux-là mêmes qui sont chargés de combattre l'insécurité sont en fait les mêmes qui l'alimentent soit en n'assumant pas leurs responsabilités soit, plus grave encore, en fournissant des moyens aux bandits pour leur permettre de régner en maître et seigneur sur la population.

Aujourd'hui, le seul intérêt manifesté par les autorités illégitimes issues pour la grande majorité de l'ancien régime est celui de garder un pouvoir qu'ils ont acquis par la seule volonté de leurs tuteurs étrangers. Ces derniers ne se cachent plus d'ailleurs derrière le voile diplomatique. Ils agissent à visière levée et ce sont eux qui décident de ceux qui doivent diriger le pays, au vu et au su de tous, au mépris de tous les principes et règles du droit international et sans le moindre respect pour le peuple haïtien.

La dernière prise de position de la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en Haïti à la réunion du Conseil de Sécurité le 4 octobre dernier est très révélatrice de cette mainmise d'un secteur de la communauté internationale sur les destinées de notre pays. Alors que des organisations de la Société Civile représentant les forces vives de la nation et des partis politiques ont pu aboutir, après plus de huit mois d'un processus de consultation transparent, à un accord inclusif, ce secteur de la communauté internationale s'arc-boutant derrière la toute-puissance de certaines ambassades fait semblant d'ignorer cette initiative parce qu'elle n'est pas pilotée depuis leurs officines.

Cette politique a pourtant montré ses limites. Elle a d'ailleurs été dénoncée par l'envoyé Spécial des Etats-Unis en Haïti, Monsieur Daniel Foote qui a révélé au grand jour ce que la population savait depuis longtemps à savoir le contrôle exercé par une partie de la communauté internationale sur le pays. Les conséquences de cette politique sont bien connues. Elle a amené au pouvoir des dirigeants corrompus qui ont fait basculer le pays dans un régime de corruption et de terreur qui a accentué la misère et l'insécurité. Cette politique a provoqué, selon leurs propres mots, une érosion de la démocratie en Haïti.

L'image douloureuse et humiliante de dizaines de milliers de compatriotes qui affluent à la frontière du Texas pour fuir cette misère et cette insécurité est aussi le fruit de cette politique. Elle a réduit notre pays et la plupart de nos concitoyens à l'état de parias qui, en quête de mieux-être, se trouvent obligés d'affronter tous les dangers en entreprenant des voyages périlleux dans des contrées très inhospitalières et dans des conditions inhumaines. *NPD* a été choqué par les images de ces concitoyens réfugiés sous un pont dans la plus infâme indigence, tournées en boucle sur les chaînes de télévision du monde et sur tous les réseaux sociaux. Elles rappellent un passé douloureux et *NPD* ne saurait être indifférent devant le

traitement inhumain qui est réservé à nos compatriotes à la frontière des Etats-Unis et à qui on refuse même l'exercice de droits minimaux pourtant reconnus par les conventions internationales portant sur les droits humains. *NPD* en profite pour demander aux autorités américaines de traiter avec respect et dignité ces compatriotes qui ne représentent aucune menace pour la sécurité des Etats-Unis et qui sont juste des demandeurs d'asile.

Entre temps, depuis les trois mois que le gouvernement de Ariel Henry conçu, mis en place et dirigé par l'international est à la tête du pays, la situation n'a cessé de se détériorer. Aucune lueur d'espoir de lendemains meilleurs ne semble poindre à l'horizon. Ce gouvernement ne donne la moindre preuve de sa capacité à faire face aux difficultés et aux problèmes de la nation. Et, pour cause, il est constitué en grande partie des affidés de l'ancien régime et de ceux-là mêmes qui ont conduit le pays dans cette impasse difficile et qui ont créé ce chaos.

En tout cas, au premier grand défi qui s'est présenté à lui, le gouvernement a donné toute la mesure de son incompétence. Pour preuve, après trois mois, aucun plan de relance pour initier la reconstruction n'a été proposé à la nation. Ce gouvernement de facto continue d'évoluer, comme le régime dont il est issu, dans l'opacité la plus totale. Il a fait une gestion calamiteuse du tremblement de terre du 14 août qui a frappé le Grand Sud et affecté des milliers de nos compatriotes. Il a brillé par son absence dans la réponse à apporter à la catastrophe et n'a fourni aucun support aux parents pour la rentrée des classes. L'ampleur de la catastrophe aurait été encore plus dramatique sans la vaillance de la population du Grand Sud, l'esprit de solidarité qui a toujours animé nos concitoyens chaque fois que les circonstances l'exigent, la contribution de particuliers, d'ONG et de partenaires de la coopération internationale. Ce séisme est par ailleurs venu nous rappeler que nous sommes un pays à risque et très vulnérable aux catastrophes naturelles. Cela est aussi un facteur supplémentaire qui doit nous porter à nous battre pour une reprise en main de la barque nationale par les couches saines et compétentes du pays.

NouPapDòmi, face à toutes ces adversités et les difficultés de la conjoncture, tient à renouveler son attachement à ce qu'il a toujours prôné à savoir une véritable transition de rupture qui doit nous permettre de divorcer d'avec les pratiques anti-démocratiques de corruption, de népotisme et d'impunité. C'est pourquoi *NPD* reste fermement attaché à l'Accord du 30 août qu'il a signé, comme près d'un millier d'organisations de la Société Civile et partis politiques, et auquel il est partie prenante. Notre support à cet Accord vient du fait qu'il est une initiative nationale qui résulte d'un large processus transparent et inclusif. Il n'est l'œuvre ni d'une ambassade, ni d'un groupe d'ambassadeurs et il n'a pas été conçu par et pour une personne ou un groupe de personnes. C'est un accord de principe et d'éthique qui prône le retour aux valeurs républicaines, démocratiques et à la souveraineté nationale. Même si des discussions avec d'autres groupes de la société sont souhaitables, l'esprit de l'Accord et l'accord lui-même ne doivent pas être travestis dans le sens que cet accord doit œuvrer pour la mise en place de mécanismes devant favoriser une reconquête de notre souveraineté nationale et une bonne gouvernance de la transition.

Nous pensons que la résolution des problèmes de notre pays passe par un changement d'attitude et de la politique de la communauté internationale en Haïti. L'immixtion constante dans les affaires internes du pays et la volonté de vouloir toujours imposer des dirigeants aux haïtiens n'amèneront pas la stabilité politique nécessaire au développement national ni la paix régionale tant espérée par nos voisins. Pour diriger Haïti et faire les réformes en profondeur nécessaires, les dirigeants doivent disposer d'une grande légitimité populaire que des élections frauduleuses, truquées ou imposées et avec une faible participation de la population ne favoriseront pas.

En vertu de toutes ces considérations, NouPapDòmi en appelle à la sagacité et au dépassement de toutes les forces vives du pays pour mettre de côté les intérêts partisans et de groupe et faire ce sursaut collectif pour reprendre en main le destin de notre pays. Cette conjoncture difficile que vit Haïti nous offre l'occasion d'œuvrer à la refondation de la nation. Tous les secteurs vitaux du pays doivent unir leur force pour sortir Haïti du marasme dans lequel il semble s'enfoncer chaque jour davantage. En ce sens et dans le sillage de l'Accord du 30 août, NPD est prêt à travailler avec tous les acteurs désireux de trouver une formule consensuelle pour remettre le pays sur la voie de la normalité constitutionnelle et institutionnelle.

FIN